

LA VÉRITÉ



Organe Central du PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE
(Section française de la IV^e Internationale)

A bas l'anticommunisme ! Les E.A.M. sont-ils trotskystes ?

La propagande de Hitler a rendu un grand service aux capitalistes de tous les pays en assimilant continuellement le communisme et le stalinisme, ce qui a eu pour effet de renforcer transitoirement les illusions des travailleurs dans les partis stalinien d'union sacrée. Nous nous méfions de l'antistalinisme des réformistes fossilisés, des anarchistes, d'un Souvarine, d'un André Gide qui, à travers la critique souvent juste du stalinisme, s'attaquent en fait au communisme. Nous avons toujours eu le souci de ne pas donner trop de place dans les colonnes de la Vérité aux critiques contre les bureaucrates staliniens et de réserver les coups les plus durs aux capitalistes et à leurs valets Hitler, Churchill, de Gaulle, Roosevelt.

Mais aujourd'hui les rangs de l'anticommunisme viennent de se grossir d'une recrue de taille.

UN TOURNANT

Personne ne peut s'y tromper ! Le discours de Thorez à la réunion du Comité central représente un tournant sans précédent. Par son mépris cynique de la masse des militants communistes et par le caractère définitif de sa trahison, ce discours dépasse de loin le tournant du pacte Laval-Staline en 1935, ou le « Savoir terminer une grève » de juin 35. Thorez, qui a vécu 4 ans la vie des bureaucraties privilégiées de Moscou, alors que les militants du P.C.F. payaient de leur vie, s'est surpassé lui-même. « Nous ne formulons pas présentement des exigences de caractère socialiste ou communiste. — « Nous sommes un parti de gouvernement » — de ce gouvernement que Monmousseau accusait récemment d'être un instrument des trusts ! Combat du 24 janvier ne peut s'empêcher de constater que l'« union » préconisée par Thorez rappelle fâcheusement le Parti Unique tant vanté par Doriot et où se retrouveraient patrons et ouvriers, margoulin et affamés sous l'égide de la lutte contre le boche.

La presse bourgeoise se réjouit d'entendre des paroles si « sensées ». Mauriac qui a mené campagne systématiquement contre l'épuration, contre l'armement du peuple, pour le retour à la « légalité républicaine », éprouve une divine surprise et ne peut que proclamer son accord.

La bourgeoisie domine son ancienne méfiance à l'égard du stalinisme, et pense avec Pierre Cot qu'il n'y a rien à craindre de la Russie de Staline et que la révolution socialiste « est un rêve trotskyste ». Vous seuls, militants honnêtes du P.C.F., et vous êtes nombreux, croquez à une subtile manœuvre, à une tactique. Vous ne pouvez admettre que le parti auquel vous avez sacrifié tant d'années de votre vie, le parti qui reste à vos yeux le parti de Lénine, a pu tomber dans une trahison aussi abjecte. C'est cette illusion d'optique, cet attachement sentimental « au Parti », et eux seuls, qui vous font encore hésiter à bâtir du neuf, à faire du Parti Communiste Internationaliste VOTRE PARTI. Thorez, dans son discours de clôture, ne mâche pourtant pas ses mots et vitupère comme une manœuvre la politique nationaliste du P.C.F.

DEMAGOGIE

Comment, dans ces conditions, pouvez-vous croire plus longtemps aux phrases creuses de Thorez sur le marxisme-léninisme qui est un guide pour l'action révolutionnaire irréductible des masses d'exploités contre leurs exploités capitalistes ; acceptez-vous que Thorez couvre sa marchandise chauvine du nom de militants communistes de la base qui, en mourant, jetaient à la face de leurs bourreaux SS le cri de l'internationalisme prolétarien : « Vive le Parti communiste allemand ! »

Comment supportez-vous sans rougir de partager les responsabilités de promesses démagogiques sur « le lait pour nos petits, le pain pour nos vieux, le verre de vin pour tous », alors que « tout pour la guerre » veut dire : pas de transports civils, moins de lait, moins de pain, moins de vin, la vie chère, les bas salaires et le froid !...

DEFENDONS L'ARMEMENT DU PEUPLE !

Il est vrai que de très nombreux militants du P.C.F. manifestent leur inquiétude et leurs désaccords avec la nouvelle « ligne inflexible » des bureaucrates. Une question particulièrement brûlante a créé un profond malaise dans les rayons, dans les sections et dans les usines : la condamnation des G.C.R.

Koenig, dès son arrivée à Paris, tenta, sans résultat, de désarmer les « Milices Patriotiques ». De Gaulle fit prendre plus tard un décret de dissolution et de désarmement de ces milices du peuple. Les ministres « communistes français », Tillon et Billoux, le votèrent à l'unanimité. Mais le P.C., devant les réactions des travailleurs, désavoua ses ministres ; en fait, il proposait avec la « Résistance » une solution qui visait à mettre les Milices Patriotiques sous le contrôle de la police. Les tra-

vailleurs déjouèrent la manœuvre et dans les G.C.R. surent défendre leurs quelques armes conquises de haute lutte. Aujourd'hui, Thorez lance l'ultimatum de dissoudre les G.C.R. Là, où les généraux réactionnaires ont échoué, il espère réussir. « La sécurité doit être assurée par les forces régulières de police constituées à cet effet. » De Gaulle, les généraux cagoulards, les banquiers, les hommes des trusts, les patrons n'ont jamais dit autre chose : leur sécurité doit être assurée contre les tra-

Commémoration du 12 Février

Travailleurs ! Tous, le 11 février, à la commémoration de la première manifestation D'UNITE D'ACTION OUVRIERE contre le capitalisme. Les trotskystes, qui furent les initiateurs de la manifestation ouvrière de 36, défilèrent cette année avec leurs usines, leurs quartiers, leurs Syndicats.

vailleurs par les forces régulières de police, régulièrement utilisées à cet effet par Daladier, puis par Vichy et la Gestapo, puis par de Gaulle ; les forces régulières des matraqueurs, de ceux qui, pendant 4 ans, ont pourchassé les militants illégaux et parmi lesquels aucune épuration n'a eu lieu. A ces forces régulières viennent s'ajouter les forces irrégulières des bandes fascistes du comte de Vogüé et des généraux cagoulards qu'il n'est pas question de dissoudre ; n'est-ce pas, camarade Thorez ?

(SUITE PAGE 2)

LE FASCISTE DORIOI S'ADRESSE AUX OFFICIERS DU FRONT D'ALSACE... (Radio-Patrie)

« Depuis 1936, j'ai fréquenté beaucoup d'entre vous, j'ai participé au combat intérieur de l'armée contre la bolchevisation. Dès 1936, votre instinct vous avait mis en garde contre cet immense danger. Vous avez organisé sous l'autorité de nos plus grands chefs militaires un réseau de renseignements et des groupes d'action pour empêcher la bolchevisation de l'armée. Ce n'est pas le général Giraud qui me démentira. »

Nos lecteurs trouveront prochainement, dans ces colonnes, une enquête : La Cagoule au pouvoir ?

Du charbon à Pâques... ou à la Trinité !

Ces messieurs du gouvernement nous promettent du charbon après le dégel ! Pourtant, on n'attend pas le dégel pour crever de froid dans des appartements sans feu où les vieux meurent de froid, où les gosses sont emportés par la broncho-pneumonie. Pendant que les boîtes de nuit, les restaurants de luxe, les théâtres, les terrasses de café sont chauffés pour les privilégiés qui ont du feu chez eux. Des fois qu'ils attraperaient un chaud et froid ! Oui, il y a du charbon. Chacun sait que des stocks sont bloqués sur des péniches à quai dont on interdit le déchargement. Les vieux qui le matin cherchent dans les poubelles des riches quelque résidu de charbon savent que certains ne manquent de rien. De même les ménagères qui ramassent le poussier qui tombe des sacs, celles qui courent après les camions pour dérober une poignée de charbon, celles qui grattent la neige devant chez Dufayel où des tonnes et des tonnes sont amenées et que la Militerie Police disperse sous la menace de leur vie coupent les états des vieilles maisons pour faire une flambée.

Non, les femmes ne peuvent plus tolérer de telles souffrances. « Tout pour la guerre », cela veut dire : tous les sacrifices pour les masses populaires. Les ménagères en prennent conscience et entrent en lutte. A Bordeaux, à Tou-

louse, à Paris des délégations massives vont réclamer le contrôle et l'organisation populaire du ravitaillement. A Denain, 1.200 habitants envahissent le carreau des mines d'Anzin et se distribuent 150 tonnes de charbon. Le lendemain, 350 ménagères attaquent une raffinerie de sucre. A Lourches des manifestants imposent à la direction de la mine une distribution immédiate de charbon. A Lyon, à la suite d'une interruption d'électricité de 24 heures, un meeting spontané de protestation réunit à la Bourse 10.000 participants. Les bonzes stalinien venus pour apaiser les manifestants se font huer.

L'« Humanité » du 28 janvier propose quelques solutions pratiques... à M. le Préfet ! On craint de faire appel à la combativité des ménagères qui sont pourtant les seules capables de résoudre ces problèmes vitaux :

réquisition des stocks de charbon par les Comités de ménagères avec l'aide des Gardes Civiques ; contrôle des arrivages par les Comités de ménagères en liaison avec les Syndicats des cheminots et de la batellerie ; recensement et réquisition des camions de la localité pour le transport du charbon et du bois.

A l'œuvre les ménagères, vous avez une grande tâche à remplir !

Je pense, dit-il, que trotskysme est une bien meilleure définition que le mot communisme habituel. En cette simple phrase, il résume fort bien son appréciation sur les partis dits communistes : la lutte révolutionnaire des masses contre les Papandreu, les Plastiras et les Scobie, ce n'est plus leur lutte, c'est du trotskysme et « ça a l'avantage, ajoute-t-il, d'être également haï en Russie » (It has advantage of being equally hated in Russia). Et comme Gallacher insiste, comme il établit un parallèle entre ce discours et ceux de l'honorable premier ministre contre l'U.R.S.S. de Lénine et Trotsky, il lui rappelle, au milieu des rires de l'assemblée, ce qu'il lui disait quelques jours auparavant : « L'honorable député ne devrait pas trop se passionner pour toutes ces matières, sinon il tomberait dans le danger de déviation trotskyste, gauchiste » (Danger of trotsky deviation, on the Left).

Lorsque les travailleurs français veulent lutter pour leurs conditions d'existence, les bonzes syndicaux, réformistes ou stalinien frappent sur la table en disant : « C'est du trotskysme » ; lorsque les travailleurs grecs luttent les armes à la main pour leur affranchissement, Churchill se lève et dit : « c'est du trotskysme ». Tous, de la même façon que cela était fait après 1917 avec le bolchevisme identifient le trotskysme à la lutte des masses ouvrières pour la paix, le pain, la liberté. Les masses ne sont pas trotskystes, les travailleurs de l'E.L.A.S. ne sont pas trotskystes et malgré son bon combat, reconnu par Papandreu lui-même, contre les S.S. malgré sa lutte active contre Scobie, notre organisation grecque ne groupe encore que des militants d'avant-garde. Et il en est ainsi pour toutes nos sections. Mais dans le ; crânes ouvriers, comme dans le langage de Churchill ou de Thorez, de plus en plus l'identification se fait entre la lutte émancipatrice des masses et trotskysme. Cela portera inévitablement les travailleurs vers les organisations trotskystes, c'est-à-dire vers les sections de la IV^e Internationale. Un pas décisif sera fait alors dans la voie de l'émancipation des travailleurs.

LAMARC

Nous les avons prévenus

La moindre atteinte à la liberté de la presse est comme la fissure la plus minuscule dans un barrage, à partir de ce moment-là, l'édifice tout entier est condamné.

Dans notre lettre de septembre 1944, à A. Bayet, président de la F.N.P.F., nous soulignons cette idée en ces termes :

Mais qu'on y prenne garde : utiliser aujourd'hui contre notre mouvement les armes de la réaction et les méthodes autoritaires, ce serait créer un précédent inouï. Ce serait bientôt toute la liberté de la presse qui y passerait.

Et plus loin :

Il y a une logique de l'arbitraire. Employé aujourd'hui contre les révolutionnaires, contre les autres mouvements démocratiques...

Les temps que nous annonçons sont venus et les journaux Libertés et l'Humanité ont senti à leur tour le froid des ciseaux d'Anastase. En ne protestant pas contre l'interdiction de paraître qui nous frappait alors, ils laissaient la porte ouverte à tous les arbitraires.

Et puis, ce fut le tour de France-soir, menacé de disparition pour n'avoir pas supprimé les blancs de la censure dans ses textes. Sport Libre, malgré toutes les campagnes de l'Humanité, n'est jamais arrivé à obtenir une autorisation formelle et les flûtes le ramassent maintenant dans les kiosques.

Enfin, le trust du papier, que nous dénonçons dans notre journal du 30 septembre 44, fait beaucoup mieux que la censure, en réduisant d'un seul coup à la moitié tous les journaux. Il exerce une véritable dictature sur toute la presse française. Il faut que cela cesse. Les journaux protestent, mais ne posent pas le problème dans toute son ampleur. Ou bien, la liberté de la presse sera rétablie intégralement pour tous, ou bien le gouvernement avouera clairement qu'il n'y a à possibilité d'expression que pour ceux qui pensent comme lui. In ce cas, pas de liberté de la presse, pas de démocratie et tous sauront alors que le gaullisme prépare le fascisme pour demain.

Nationalisation du trust du papier ! A bas la censure politique ! Vive la liberté de la presse !

Janvier 1919 : Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht étaient assassinés.

Janvier 1924 : Lénine mourait. Comme chaque année, les révolutionnaires dans le monde entier saluent la mémoire des trois grands chefs du communisme.

Nous publierons dans notre prochain numéro l'article commémoratif qui n'a pu prendre place dans le présent.

SUR LE FRONT INTERNATIONAL

BELGIQUE. — Le 21 janvier a été déclenchée la grève générale des mineurs. Elle a pour origine la prétention patronale de renvoyer trois délégués ouvriers.

ANGLETERRE. — L'agence « Reuter », 22 janvier, annonce que 9.000 ouvriers des usines Humbert-Willman, à Coventry, font grève malgré l'opposition du Syndicat. La pression du gaz a dû être réduite de moitié à Manchester. Le gouvernement a menacé de faire appel à la troupe.

ITALIE. — Des troupes SS et des fascistes italiens ont cerné, du 19 au 21 janvier, la ville de Milan. Des perquisitions ont eu lieu dans les maisons ouvrières. Des centaines d'ouvriers et leur famille avaient été préalablement arrêtés. La semaine précédente, une action analogue avait eu lieu à Côme.

Dans toute l'Italie « libérée », on signale des manifestations contre l'insuffisance du ravitaillement. La misère est terrible.

Le général Alexander a annoncé la « dissolution » des partisans d'Italie du Nord. Le journal suisse « Basler Nachrichten » signale que les Anglo-Saxons, en privant ces milliers d'hommes d'équipement et de munitions, les ont condamnés à mourir de misère et de faim ou à capituler.

« Malheur à ceux qui auront capitulé ». Une feuille clandestine de la Haute-Italie accuse Alexander d'avoir sacrifié les partisans pour des motifs politiques.

LA SITUATION EN POLOGNE LIBEREE

Dans le nouvel Etat polonais, l'église catholique reste l'église officielle et ses ministres bénéficient de subventions. Dans les écoles, l'instruction religieuse est inscrite au programme de l'enseignement, de même que le mariage religieux reste la seule forme d'union légale, la réforme agraire n'a pas touché jusqu'ici aux terres de l'église, la question demeure, toutefois, réservée jusqu'à la libération du pays.

(Agence « France-Presse », 14 janvier)

Extrait de Combat :
Combat cite France Libre...

Le général de Gaulle vient d'exposer au peuple français les causes de notre actuelle détresse. Il a passé volontairement sur les erreurs commises par certains de ses ministres.

Et ajoute :

Cette dernière phrase résume admirablement le discours.

A BAS L'ANTICOMMUNISME !

(SUITE DE LA 1^{re} PAGE)

Les travailleurs doivent renforcer la garde armée des usines plus nécessaires que jamais, comme le montre l'exemple de Caudron-Renault ; maintenir leurs Milices dont les chefs doivent être élus démocratiquement, les élargir à de nombreux travailleurs hommes et femmes, apprendre le maniement des armes à l'ensemble des ouvriers de l'entreprise comme le font les G.C.R. de chez Panhard, entreprendre en liaison avec les Comités de ménagères une action coordonnée contre les spéculateurs du marché noir et contrôler le ravitaillement des masses populaires. Renoncer aux organisations armées de la classe ouvrière, capituler devant les ennemis de l'armement du peuple, dont Lénine a dit qu'il était le rempart indispensable de nos libertés, c'est livrer les travailleurs pieds et poings liés à l'arbitraire des patrons et des spéculateurs, c'est ouvrir la voie au fascisme à qui les mesures réactionnaires du gouvernement ouvrent la voie.

STALINE-DE GAULLE OU LENINE ET TROTSKY ?

A l'issue de la honteuse mascarade de la salle Pleyel — où Duclos s'évertua à démontrer que les mots d'ordre que Lénine lançait en 1918 dans le pays de la dictature du prolétariat (tout pour le front, doubler les effectifs de l'Armée Rouge) s'appliquent à la IV^e République, gouvernée par les trusts et leurs agents — le camarade Thorez fit scandale. Au cours du spectacle comprenant une évocation de la prise du Palais d'Hiver et des œuvres de poètes soviétiques, il donna l'ordre de cesser immédiatement la représentation malgré les protestations d'une partie de la salle. Le camarade Thorez a beaucoup de mal à faire rentrer Lénine et sa malencontreuse Révolution d'Octobre dans sa « ligne » de collaboration de classe.

L'ANTITROTSKYISME FORME ACHEVEE DE L'ANTICOMMUNISME

Cette offensive contre la volonté de lutte de la classe ouvrière passe nécessairement par une offensive violente contre toute expression révolutionnaire,

Les illusions de la « libération » se dissipent. La guerre continue et les masses populaires continuent à en faire les frais alors que les capitalistes et les spéculateurs s'enrichissent de la misère générale. Les travailleurs, sachant qu'ils n'ont rien à attendre d'un gouvernement au service des trusts passent à l'action.

POUR LES SALAIRES

Chez CHAUSSON (Asnières). — Le patron réduit les heures de travail et invoquant la loi du 20 mai refuse d'indemniser les heures chômées. Les ouvriers réclament le paiement à 75 % des heures chômées. Refus de la direction, la grève est décidée. L'usine est occupée. Les responsables des métaux accourent pour donner l'ordre à la C.E. de faire cesser l'occupation « inopportune » et de reprendre le travail. La C.E. s'incline mais porte la question devant l'assemblée générale des grévistes qui désapprouve les capitulaires. La majorité décide la continuation de la grève. Le soir même, le patron recule et les ouvriers obtiennent satisfaction.

Chez BLOCH (Saint-Cloud). — Les ouvriers et techniciens, réunis en assemblée générale, votent à l'unanimité la motion suivante : « Constatant avec amertume que leur standard de vie est journellement amoindri par l'augmentation du coût de la vie et de la non répression du marché noir, alors que leurs salaires sont stagnants ; ils protestent énergiquement contre l'augmentation de 4 % des Assurances Sociales qui va encore grever leur maigre budget sans apporter en compensation une amélioration dans le régime des A.S. ; ils estiment que M. Parodi doit annuler au plus tôt le décret instituant cette augmentation ».

DU PAIN POUR TOUS

LES CHEMINOTS MANIFESTENT. — Le mercredi 22 novembre tous les ouvriers des ateliers S.N.C.F. d'Épernay (environ 2.000 cheminots) se sont rendus en cortège, encadrés par les gardes civiques cheminots et cela dans le plus grand ordre à la sous-préfecture d'Épernay.

Le motif était le suivant : le matin même, les rations de pain supplémentaires étaient supprimées.

Le mot d'ordre de grève immédiate, dès la rentrée de 13 h. 30, a passé spontanément de bouche à oreille. Ni la direction syndicale, ni les responsables staliniens n'ont été les promoteurs du mouvement. Voyant la grève se déclencher, ils ont pris la tête, convoquant immédiatement une réunion syndicale qui décida de la procession.

Rien ne fut obtenu, que des promesses. Ces promesses, cela va de soi, ne sont pas tenues. Le minimum à faire est d'organiser un nouveau mouvement revendicatif. Mais les responsables staliniens, qui viennent justement de recevoir les ordres de Paris (se mettre au travail et montrer l'exemple), sont loin

qu'on catalogue comme « gauchiste », et avant tout contre son avant-garde, notre Parti Communiste Internationaliste. Visiblement l'arme de la calomnie qui sert si bien la contre-révolution jusqu'en 1939 ne mord plus auprès des ouvriers qui ont lutté coude à coude avec nos camarades contre la féroce répression combinée de Hitler et de Vichy, qui ont vu les trotskystes à l'œuvre : leur dévouement sans borne, leur activité inlassable, dans la construction des Syndicats, des Comités d'usines, des Milices et des Comités d'épuration. Obligés pour le moment de renoncer à cette arme, les bureaucrates chauvins n'ont aucune pudeur à faire appel aux flics dressés par Darnand.

Aublay, à l'assemblée générale des responsables techniques d'entreprises de la région parisienne, le 20 janvier, déclara que pour arrêter la circulation des tracts trotskystes dans les usines, M. le ministre communiste Tillon rend les directions, les patrons responsables des tracts distribués dans les usines. Il leur demande de « signaler à la gendarmerie de l'Air les individus pris sur le fait ». Aublay, plus modeste, demande seulement « le vidage à coup de pompes dans le cul »...

Tant est grande la crainte des bonzes de l'écho grandissant de notre voix dans les usines, qu'ils n'hésitent pas à devenir des mouchards au service de la bourgeoisie !

Nennig attaque violemment les responsables syndicaux de Morane qui ont eu l'audace d'envoyer aux métaux une résolution (qualifiée de trotskyste) votée par les ouvriers de l'usine et préconisant « des manifestations de masse : 1) devant le ministère du Travail pour obtenir une augmentation de salaires correspondant au coût de la vie ; 2) devant la Consultative pour contraindre le gouvernement à appliquer les décisions prises dans cette assemblée ». Cette motion, malgré de graves illusions dans le rôle du Parlement, croupion du Luxembourg, révèle la volonté ouvrière de s'opposer à l'arbitraire d'un gouvernement irresponsable et incontrôlé. Pour Nennig, c'est du « trotskisme ». Une telle action est « impossible dans la période actuelle... Attaquer Parodi, ce serait attaquer le gouvernement lui-même ». Et il reprend la formule de

TRAVAILLEURS, NE DESERTEZ PAS VOS SYNDICATS

Les travailleurs se rendent dans les assemblées syndicales pour y recevoir des directives de lutte pour l'amélioration de leurs conditions d'existence. Les bonzes syndicaux ne font que des laïus sur « Tout pour la guerre, travailler d'abord, revendiquer ensuite ».

De nombreux travailleurs refusent de reprendre leur carte. Bien des assemblées sont désertées par la grande masse des travailleurs.

Travailleurs, ne désertez pas vos organisations syndicales. Reprenez vos cartes. Suivez les assemblées syndicales et menez-y le bon combat contre les agents de la bourgeoisie. Regroupez-vous en fractions lutte de classe pour la démocratie syndicale et la défense des droits des travailleurs.

de vouloir provoquer un quelconque mouvement revendicatif.

Les cheminots se rappelleront qu'une simple démarche ne suffit pas ; et la prochaine fois, ils exigeront immédiatement des actes et non des promesses.

CAUDRON-RENAULT. — Un filic du contrôle économique — commandant en retraite — vient pour enlever la viande déposée dans les hangars de la rue Danton. Le milicien ouvrier de garde donna l'alarme. 800 ouvriers de l'usine I.M. qui ont pu être prévenus à temps foncent rue Danton et commencent à huer et à secouer le commandant qui s'était vanté d'arriver à s'arranger, « comme toujours », avec les ouvriers.

Les ouvriers, avec quelques bourrades, l'escortent jusqu'au métro. La population d'Issy-les-Moulineaux vient grossir le cortège. Des ménagères constatent que les gars de Caudron emploient la seule méthode pour en sortir : l'action de masse. Aux fenêtres, on applaudit à l'action des métallos.

Le maire d'Issy (du P.C.F.) promet d'en parler au C. P. L. En attendant qu'on en « parle », il faut doubler les gardes et être vigilants pour défendre notre beefsteak contre les affameurs du ravitaillement qui, systématiquement, sabotent les cantines gérées par les ouvriers au lieu d'aller réquisitionner les officines de marché noir et les boîtes de nuit.

DU TRAVAIL POUR TOUS

Les ouvriers de l'usine Marchel Bloch, Saint-Cloud, réunis en assemblée générale le vendredi 12 janvier 1945, ayant envisagé le problème de la reprise économique et de la résorption du chômage, proposent :

1) l'élaboration par la C.G.T. d'un plan de reprise économique ;

l'élection dans chaque usine d'une Commission technique du plan, chargée de reprendre l'inventaire et d'entrer en relation avec les entreprises similaires pour envisager les possibilités de production, dans le cadre d'un plan général de reconstruction économique ;

son compère Coste : « Travailler d'abord, revendiquer ensuite. »

Les bureaucrates des métaux décident de descendre chez Morane pour procéder au « vidage » de la C.E. syndicale démocratiquement élue. L'opération a échoué. Les ouvriers de chez Morane se sont solidarisés avec leur direction. Lutter pour les salaires, c'est faire du trotskysme ; lutter pour le pain, c'est encore du trotskysme ; lutter pour l'épuration, pour la liberté, pour la paix, c'est encore et toujours du trotskysme. Camarade du P.C.F., ne vois-tu pas que le trotskysme, c'est le nom que l'on donne aujourd'hui au communisme, celui de Marx, d'Engels, de Lénine et de Trotsky ? Ne vois-tu pas que l'antitrotskysme, c'est la forme achevée de l'anticommunisme ? Ce qui oblige Thorez à démasquer brutalement sa politique de collaboration de classe et de sacrifier des masses ouvrières à la guerre impérialiste, c'est la volonté de plus en plus nettement exprimée par les travailleurs d'en finir avec la misère, le froid et la faim, c'est leur combativité dont seule la Vérité, malgré le peu de place dont elle dispose, donne des échos. Le « tournant » du P.C.F. est une manœuvre désespérée pour sauver la bourgeoisie « alliée » à Staline, pour enrayer comme en juin 36 la révolution qui monte en France et qui bientôt rejoindra les révolutions défaites mais non écrasées d'Italie et de Grèce. Demain, les bureaucrates seront balayés par la vague révolutionnaire qui, en France, en Italie, en Grèce, en Belgique, en Allemagne, en Espagne et Angleterre brisera la domination des capitalistes, sonnera en U.R.S.S. le glas des traités du Kremlin et le retour de la démocratie soviétique. La bourgeoisie et ses alliés les bureaucrates du Kremlin, conscients du danger qui les menace, s'efforcent d'étouffer le mouvement dans l'œuf en frappant le parti de la révolution, la IV^e Internationale. Le « tournant » de Thorez est le dernier d'une longue série : le prolétariat est assuré de trouver en face de lui, contre lui à tout moment, le nouveau parti contre-révolutionnaire, feu le parti communiste français. Il est assuré de trouver à ses côtés, lui montrant la voie de son émancipation, le Parti Communiste Internationaliste, Section Française de la IV^e Internationale.

FAVRE

3) ils pensent que seule la mise sur pied du Plan, son application sous contrôle ouvrier, et le fonctionnement réel des Commissions techniques pourront mettre un terme à la résistance des trusts.

Ces propositions sont justes, mais insuffisantes. La reprise économique ne peut se faire, la monnaie ne peut se stabiliser qu'à condition qu'un tel plan soit orienté vers la satisfaction des besoins civils. Pour briser la résistance des trusts, il faut imposer l'expropriation sans indemnité ni rachat et le contrôle ouvrier des industries-clés et des banques.

UNE LETTRE

La misère à Brest

Le port de Brest n'est pas utilisé, quoique utilisable pour les plus grands paquebots, quelles que soient les marées, à toute heure du jour et de la nuit. Il ne figure pas dans la liste des ports utilisables publiée par les journaux, ni dans celle des ports utilisables après remise en état rapide, ni dans celle des ports détruits. Nous n'y comprenons rien.

En attendant, bon nombre d'entre nous sont rappelés d'urgence par l'arsenal. Mais il nous reste à trouver des logements et devons-nous, après la journée, nous appuyer la queue devant les boutiques vides dans la partie de la ville non détruite, puisque sur la convocation on nous annonce que les cantines sont insuffisantes ?

Ne devrait-on pas organiser le ravitaillement et le logement des ouvriers d'abord. Il y a encore à Brest des ouvriers qui dorment dans les blockaus allemands souterrains. Ils y crèvent de froid. Pendant ce temps, des bourgeois qui ne sont d'aucune utilité pour la remise en état de la ville occupent des appartements de 8 et 10 pièces pour Monsieur, Madame et le petit chien. Ils ont eu la chance de conserver leur maison, tant mieux pour eux, mais ne serait-il pas équitable de mettre 4 ou 6 pièces à la disposition de ceux qui travaillent et sont seuls utiles.

Avec ça, quels salaires de misère ! Le chômage sévit partout. Les délégués syndicaux de la C.G.T. réclament la semaine de 54 heures parce qu'ils ne peuvent vivre, disent-ils, avec le salaire de 48 heures. C'est bien l'avis des ouvriers, avec une nuance pourtant, puisque nous estimons qu'il serait préférable d'exiger une augmentation horaire. J'ai idée que la prochaine assemblée du bâtiment sera houleuse. D'autant plus que la prime de 50 fr. réclamée par la C.G.T., pour difficultés d'existence, est ramenée à 20 francs par le ministère des Finances.

Le 11 janvier, il y a eu une manifestation des ouvriers et ménagères en faveur du ravitaillement. Le commissaire régional n'est pas venu prétextant une panne. (Monsieur n'aime pas plus les manifestations que son prédécesseur le préfet de Vichy.) Le manque de transport et de carburant est, paraît-il, cause de notre mauvais ravitaillement. Mais les camionneurs sont en chômage les trois-quarts du mois pour manque de carburant. Pourtant, de nombreux particuliers en gaspillent de l'essence pour se balader sans utilité.

Les travailleurs soviétiques en France

partisans russes, faits prisonniers, évadés ou libérés par l'avance américaine, vivent en France. Ils ont été concentrés dans des camps. Leur combativité constante est un exemple pour les travailleurs français.

Ceux du camp de Pontoise, par exemple, que l'on avait habillés de vieux uniformes allemands, s'emparent d'un wagon d'équipement américain, puis déclarent qu'ils ont droit à l'armement en tant que partisans et soldats alliés, réquisitionnent des armes à l'arsenal de Pontoise. Ils expulsent des gendarmes français venus arrêter une trentaine de leurs camarades. Le commandant russe du camp, avec lequel ils sont d'ailleurs en conflit constant pour la répartition de la nourriture et des vêtements, fait appel à la mission militaire russe de Paris qui vient, de Paris, mais est impuissante à prendre des sanctions.

Dans des conversations personnelles avec des travailleurs français, tous affirment leur volonté de construire la société socialiste et déclarent ne pas se tromper sur la nature du régime stalinien.

Ceux de Saint-Germain-la-Poterie (Oise), revendiquent contre le major russe, accusé de mettre des rations de côté pour lui et de payer les hommes pour sa garde personnelle. Ils ont envoyé une pétition à l'ambassade de l'U.R.S.S. par l'intermédiaire de leurs délégués.

CAMARADES !

LA VERITE fait un effort pour paraître HEBDOMADAIRE sur un format amélioré. Cela représente de nouveaux sacrifices de tous nos camarades. Compensez son faible tirage imposé par la bourgeoisie qui a peur de la VERITE. Ecrivez-nous des remarques sur son contenu, sa forme, sur l'accueil qui lui est fait. Donnez-nous des nouvelles de l'usine ou du chantier.

Organisez sa vente. Abonnez-vous :
24 N^{os} — 6 mois..... 45 fr.
48 N^{os} — 1 an..... 85 fr.

Imprimerie Spéciale de la Vérité
Lyon